



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Mercredi 16 janvier 2019

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• FCE: constance et solidité des relations algéro-américaines (APS)	3
• ALI HADDAD DEVANT LE CONGRÈS AMÉRICAIN : "Nos relations sont solides" (L'Expression).....	4
• À Washington, Ali Haddad vante la relation algéro-américaine (TSA).....	6
• L'Algérie et les relations transatlantiques : Un ouvrage de référence paru à Washington (El Moudjahid)	6
• Coopération Algéro-américaine : le président du FCE met en exergue le potentiel économique de l'Algérie (Algérie Eco)	8
• FCE : Ali Haddad fait valoir le « dynamisme » de l'économie algérienne devant le Congrès américain (Algérie1).....	9
• FCE : Ali Haddad fait valoir le « dynamisme » de l'économie algérienne devant le Congrès américain (Infos Premières).....	10
• Importations : Le DAPS concernera une liste de 1100 produits (Algérie Eco).....	11
• Transsaharienne : le dernier tronçon livré en juillet, selon Mohamed Ayadi (Algérie 1)	12
• FIÈVRE APHTEUSE : La Fédération des éleveurs rassure (L'Expression).....	13
• Aquaculture: entrée en activités de 65 projets d'investissement en 2018 (APS)	14
• Produits de terroir: un décret sur les organismes de certification bientôt publié au JO (APS).....	15
• Séminaire sur la LF 2019 et son impact sur le développement local: La progression de la dette publique, de plus en plus, préoccupante (Le Quotidien d'Oran).....	16
• Capacités de production gazière de l'Algérie : Quelles perspectives ? (El Watan)..	18
• Hydrocarbures: l'Algérie possède des capacités importantes de production (APS) .	20
Commerce	21
• Marchés de gros, répression des fraudes : le ministère du commerce se penche sur les questions (Algérie Eco)	21
Coopération	22
• Algérie-Afrique du Sud: Une feuille de route pour renforcer la coopération économique (APS)	22
Veille	24
• 4ème Salon international de l'Agriculture «Agripro Expo» du 23 au 26 janvier: Plus de 150 exposants nationaux et étrangers attendus à Oran (Le Quotidien d'Oran) ...	24
• Les actifs de la finance islamique pourraient atteindre 2 500 milliards de dollars en 2019 (Algérie Eco).....	24

A la une

FCE: constance et solidité des relations algéro-américaines (APS)



Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a mis en exergue lundi la constance des relations algéro-américaines, riches en faits saillants, évoquant un partenariat bilatéral qui se poursuit dans "l'harmonie et le respect mutuel".

S'exprimant au Congrès américain à l'occasion du lancement d'un livre référence sur l'Algérie, intitulée "l'Algérie et les relations transatlantiques", fruit d'une collaboration entre le Think tank Transatlantic Leadership Network et le FCE, M. Haddad a indiqué que les relations entre les deux pays se consolidaient tout autant dans les domaines politiques qu'économique, culturel et sécuritaire.

En rappelant le soutien des Etats-Unis au peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance, le chef du FCE a également souligné la libération des 52 otages américains en Iran en 1981 grâce à la médiation diplomatique algérienne et qui a été "un des marqueurs les plus visibles dans la consolidation des relations" algéro-américaines.

Ali Haddad, a ajouté que l'Algérie s'est tournée vers les Etats-Unis après le recouvrement de son indépendance, pour former une grande partie de son élite et encadrement économique.

Au plan économique, et au-delà de la coopération dans le domaine énergétique, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique, a-t-il relevé.

"La politique économique menée par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a permis de créer les conditions favorables à un développement et un élargissement plus important de cette coopération", a mis en exergue le président du FCE.

Plaidant pour le développement du partenariat entre les deux pays, le président d'ETRHB a indiqué qu'il se rendait mardi en compagnie de plusieurs chefs d'entreprises dans l'Etat de Californie pour rencontrer des opérateurs américains et discuter des opportunités de partenariat.

"L'Algérie se construit avec des institutions solides, une société civile vivace, un secteur privé important évoluant dans une économie en pleine mutation", a déclaré le chef du FCE pour souligner le dynamisme de développement en Algérie.

M.Haddad a relevé que le processus des réformes allait se poursuivre et s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel.

Aujourd'hui l'Algérie a rétabli sa sécurité et pu relancer son développement grâce au processus de réconciliation nationale mené sous la conduite clairvoyante du Président Abdelaziz Bouteflika, a-t-il relevé.

Le livre référence sur l'Algérie fournit un aperçu sur l'histoire et les réalités politiques, économiques et sociales de l'Algérie et sur l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis.

La cérémonie de son lancement à laquelle a pris part le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi, et l'ambassadeur Madjid Bouguerra, a été suivie d'un débat sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Le débat a été en particulier animé par Sacha Toperich et Jonathan Roberts respectivement vice-président et responsable des projets au Think Tank Transatlantic Leadership Network, Pamela Beecroft responsable des programmes au Think tank Center for International Private Enterprise, Mehdi Bendimerad, vice-président du FCE, Samy Boukaila PDG de BKL Industries et Smail Chikhounne président du Conseil d'affaires algéro-américain.

ALI HADDAD DEVANT LE CONGRÈS AMÉRICAIN : "Nos relations sont solides" (L'Expression)



Le patron du FCE a mis en exergue le rôle prépondérant que joue le secteur privé dans la sphère économique algérienne.

S'exprimant, hier, au Congrès américain, à l'occasion du lancement d'un livre référence sur l'Algérie, intitulé «L'Algérie et les relations transatlantiques», le président du Forum des chefs d'entreprise, Ali Haddad, a mis en exergue le rôle prépondérant que joue le secteur privé dans la sphère économique algérienne et souligné la qualité exceptionnelle des relations entre les deux pays. «La politique économique menée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a permis de créer les conditions favorables à un développement et un élargissement plus important de cette coopération», a affirmé Haddad notant que cette dynamique économique est le fruit de «la Réconciliation nationale menée sous la conduite clairvoyante de Son Excellence Monsieur le président de la République, Abdelaziz Bouteflika», grâce à laquelle «L'Algérie a rétabli

sa sécurité et a pu relancer son processus de développement et jouit aujourd'hui d'une stabilité politique et sécuritaire exceptionnelles.» L'élan du développement entamé au lendemain de l'indépendance a été freiné par la crise multidimensionnelle survenue à la fin des années 1980 et le terrorisme destructeur qui a sévi tout au long des années 1990. «Après toutes ces épreuves douloureuses, aujourd'hui, l'Algérie se construit avec des institutions solides, une société civile vivace», rappelle le patron du FCE mettant en valeur «un secteur privé important évoluant dans une économie en pleine mutation et dont le processus des réformes se poursuivra et va s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel». Aussi, Ali Haddad a-t-il plaidé pour plus de partenariats entre les entreprises des deux pays. «L'Algérie recèle de nombreux domaines d'investissement et des ressources naturelles importantes telles que le phosphate, le fer, le manganèse et autres, encore peu exploitées.» En plus de ces ressources, l'Algérie a des avantages comparatifs qui constituent une denrée rare de par le monde: ils tiennent en premier lieu à la stabilité et à la sécurité. «Aujourd'hui, l'Algérie a rétabli sa sécurité et pu relancer son développement grâce au processus de Réconciliation nationale mené sous la conduite clairvoyante du Président Abdelaziz Bouteflika», a relevé Haddad affirmant que le processus des réformes allait se poursuivre et s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel. Au-delà de la coopération dans le domaine énergétique, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique. Plaidant ainsi pour le développement du partenariat entre les deux pays, le président du FCE a indiqué qu'il se rendait, hier, en compagnie de plusieurs chefs d'entreprises dans l'Etat de Californie pour rencontrer des opérateurs américains et discuter des opportunités de partenariat. Le patron du FCE a énuméré des faits saillants historiques qui ont jalonné les rapports entre les deux pays: signature d'un traité de paix et d'amitié en 1795, l'Algérie a été l'un des tout premiers pays à reconnaître l'indépendance des Etats-Unis, en 1860, Abraham Lincoln avait exprimé sa reconnaissance pour l'Emir Abdelkader en tant que pionnier de l'intervention humanitaire pour avoir protégé des milliers de chrétiens persécutés à Damas, l'appui des Etats-Unis à l'Algérie dans sa lutte pour l'indépendance et enfin le rôle joué par la diplomatie algérienne en janvier 1981 pour libérer les 52 Américains retenus en otages en Iran.

Ce livre a été le fruit d'une collaboration entre le think tank Transatlantic Leadership Network et le FCE. Plusieurs responsables algériens et américains ont pris part à la cérémonie de lancement de ce livre à Washington. Cette cérémonie a été suivie d'un débat sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis. Le débat a été en particulier animé par Sacha Toperich et Jonathan Roberts, respectivement vice-président et responsable des projets au think tank Transatlantic Leadership Network, Pamela Beecroft responsable des programmes au think tank Center for International Private Enterprise, Mehdi Bendimerad,

vice-président du FCE, Samy Boukaila P-DG de BKL Industries et Smail Chikhouné président du Conseil d'affaires algéro-américain.

À Washington, Ali Haddad vante la relation algéro-américaine (TSA)

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) Ali Haddad a vanté, lundi 14 janvier, dans un discours la relation historique « riche » partagée l'Algérie avec les États-Unis, mettant l'accent sur « les nombreuses opportunités dans lesquelles l'Algérie et les États-Unis peuvent développer un partenariat exceptionnel et fructueux ».

« L'histoire des relations algéro-américaines est riche en faits saillants qui démontrent leur constance et leur solidité. Le peuple algérien n'oubliera jamais l'appui des États-Unis dans sa lutte pour l'indépendance », a affirmé Haddad lors d'une allocution prononcée à Washington lors de la cérémonie de lancement du livre « Algeria & Transatlantic Relations ».

« Dès le lancement des premiers projets économiques, après le recouvrement de son indépendance, c'est vers les USA que l'Algérie s'est tournée pour former une grande partie de son élite et encadrement économique », a affirmé Ali Haddad. « C'est dans cet esprit d'amitié et de partenariat que nos relations se poursuivent dans l'harmonie et le respect mutuel. Elles se consolident tout autant dans les domaines politiques qu'économique, culturel et sécuritaire », a-t-il ajouté.

« Au plan économique et au-delà de la coopération dans le domaine énergétique et particulièrement celui des hydrocarbures, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique », a déclaré le président du FCE.

« L'Algérie recèle de nombreux domaines d'investissement et des ressources naturelles importantes telles que le phosphate, le fer, le manganèse et autres, encore peu exploités », a indiqué Haddad, précisant qu'il se rendrait ce mardi « en compagnie de plusieurs chefs d'entreprises dans l'État de Californie pour rencontrer des opérateurs américains et discuter des opportunités de partenariat ».

Le président du FCE a conclu en indiquant espérer que le nouveau livre « Algeria & Transatlantic Relations » soit « une fenêtre qui en ouvrira d'autres pour une connaissance objective du passé, du présent et du potentiel qui permet de se projeter dans l'avenir de l'Algérie », a conclu Ali Haddad.

L'Algérie et les relations transatlantiques : Un ouvrage de référence paru à Washington (El Moudjahid)

Le Think tank washingtonien, Transatlantic Leadership Network, vient de sortir un ouvrage de référence sur l'Algérie retraçant les potentialités du pays et la longue tradition de relations étroites avec les Etats-Unis. Fruit d'une collaboration avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE), l'ouvrage vise, selon ses auteurs, à "inciter le public américain à considérer le potentiel inexploité de la coopération offert par l'Algérie dans une multitude de secteurs». Ces dernières années, les Algériens et les Américains ont manifesté un intérêt accru pour se comprendre et renforcer leur coopération, mais les défis sont multiples, alors que les opportunités sont plus nombreuses, estiment-ils. L'ouvrage, intitulé L'Algérie et les relations transatlantiques, est cosigné par Sacha Toperich, vice-président du think tank, Jonathan Roberts, responsable des projets au niveau de ce centre de réflexion et Samy Boukaila, PDG de BKL Industries. Pour la rédaction de ce volume, les auteurs se sont appuyés sur une vingtaine de contributions rédigées par des acteurs politiques, des experts mais aussi par d'anciens responsables dans le secteur économique pour apporter un aperçu sur l'histoire, les réalités de l'Algérie et l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis. Parmi les contributeurs à cet ouvrage collectif, figurent le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, le responsable historique de la Fédération du FLN en France, Ali Haroun, l'ancien ministre et ancien PDG de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, et les économistes, Mouloud Hedir et Salah Brahimi. L'initiative devrait contribuer au renforcement des canaux de communication entre les deux pays, a déclaré le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, qui a assisté à la cérémonie de lancement de l'ouvrage, organisée lundi soir au Congrès, évoquant des relations bilatérales solides qui remontent loin dans l'histoire. Le livre se veut aussi "un renforcement de l'image" de l'Algérie aux Etats-Unis, dira en substance, Samy Boukaila "Nous n'avons pas voulu réaliser un livre-miroir pour nous-mêmes. Nous souhaiterions qu'il soit une fenêtre qui en ouvrira d'autres pour une connaissance objective du passé, du présent et du potentiel qui permet de se projeter dans l'avenir de l'Algérie", résume de son côté le président du FCE, Ali Haddad, dont l'organisation a apporté un soutien à l'édition de cet ouvrage.

Le livre marque, en somme, "une nouvelle étape" dans le développement de la coopération transatlantique entre l'Algérie et les Etats-Unis, tel que présenté par ses auteurs. L'ouvrage de 368 pages se décline en cinq parties, rassemblant une vingtaine de chapitres qui relatent l'histoire de l'Algérie en remontant jusqu'à l'époque numide, tout en éclairant sur les grandes étapes historiques qu'a traversées le pays depuis l'avènement de l'Islam jusqu'à la conquête de la France et la lutte du peuple algérien pour son indépendance. La troisième partie du livre apporte, par ailleurs, un regard rétrospectif sur le début des relations entre l'Algérie indépendante et les Etats-Unis ainsi que sur la période post-indépendance caractérisée par les deux révolutions économique et sociale. L'ouvrage revient sur la décennie noire et la réconciliation nationale entreprise par le Président Abdelaziz Bouteflika qui a permis à l'Algérie de vaincre le terrorisme et de se consacrer au développement économique, à travers un programme de

réformes ambitieuses ayant placé le pays dans une dynamique de transition pour rompre avec la dépendance aux hydrocarbures. La dernière partie du livre a été consacrée aux relations transatlantiques dans laquelle l'expert Mouloud Hedir évoque la nécessité pour l'Algérie de trouver "un nouveau point d'ancrage", hors hydrocarbures, dans ses relations économiques avec les Etats-Unis.

Coopération Algéro-américaine : le président du FCE met en exergue le potentiel économique de l'Algérie (Algérie Eco)

« ce livre est le résultat d'une première coopération entre des algériens et des américains qui ont travaillé en équipe et avec rigueur pendant plusieurs mois pour arriver à produire une œuvre à même de permettre d'avoir un aperçu sur l'Histoire et les réalités politiques, économiques et sociales de l'Algérie et sur l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis » , c'est ce qu' a déclaré , le président du forum des entreprises, lors de la Cérémonie de lancement du livre « Algeria & Transatlantic Relations » le 14 janvier 2018, à Washington, DC.

Soulignant l'excellence des relations entre les deux pays, et l'importance de leur coopération, M.Haddad a rappelé que « dès le lancement des premiers projets économiques, après le recouvrement de son indépendance, c'est vers les USA que l'Algérie s'est tournée pour former une grande partie de son élite et encadrement économique ».

Par ailleurs, revenant sur les opportunités d'investissement, le président du FCE précise qu' « au-delà de la coopération dans le domaine énergétique et particulièrement celui des hydrocarbures, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique. La politique économique menée par Son Excellence Monsieur le Président de la République Abdelaziz Bouteflika a permis de créer les conditions favorables à un développement et un élargissement plus important de cette coopération ». Et d'ajouter « L'Algérie recèle de nombreux domaines d'investissement et des ressources naturelles importantes telles que le phosphate, le fer, le manganèse et autres, encore peu exploités. L'Algérie se construit avec des institutions solides, une société civile vivace, un secteur privé important évoluant dans une économie en pleine mutation et dont le processus des réformes se poursuivra et va s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel ».

En clôture de son allocution, et après avoir mis en exergue les différents faits saillants de la relation algero-américaine, notamment en matière d'échanges d'expériences, Ali Haddad, a tenu à faire savoir, que les actions du FCE se poursuivent dans l'optique de cette coopération, précisant, qu'une visite de chefs d'entreprise algériens est programmée

dans l'Etat de Californie pour demain, en vue de rencontrer des hommes d'affaires américains, et discuter des opportunités de partenariats.

FCE : Ali Haddad fait valoir le « dynamisme » de l'économie algérienne devant le Congrès américain (Algérie1)



Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a mis en exergue lundi la constance des relations algéro-américaines, riches en faits saillants, évoquant un partenariat bilatéral qui se poursuit dans "l'harmonie et le respect mutuel", rapporte mardi l'APS.

S'exprimant au Congrès américain à l'occasion du lancement d'un livre référence sur l'Algérie, intitulée "l'Algérie et les relations transatlantiques", fruit d'une collaboration entre le Think tank Transatlantic Leadership Network et le FCE, M. Haddad a indiqué que les relations entre les deux pays se consolidaient tout autant dans les domaines politiques qu'économique, culturel et sécuritaire.

En rappelant le soutien des Etats-Unis au peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance, le chef du FCE a également souligné la libération des 52 otages américains en Iran en 1981 grâce à la médiation diplomatique algérienne et qui a été "un des marqueurs les plus visibles dans la consolidation des relations" algéro-américaines.

Ali Haddad, a ajouté que l'Algérie s'est tournée vers les Etats-Unis après le recouvrement de son indépendance, pour former une grande partie de son élite et encadrement économique.

Au plan économique, et au-delà de la coopération dans le domaine énergétique, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique, a-t-il relevé.

"La politique économique menée par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a permis de créer les conditions favorables à un développement et un élargissement plus important de cette coopération", a mis en exergue le président du FCE.

Plaidant pour le développement du partenariat entre les deux pays, le président d'ETRHB a indiqué qu'il se rendait mardi en compagnie de plusieurs chefs d'entreprises dans l'Etat de Californie pour rencontrer des opérateurs américains et discuter des opportunités de partenariat.

"L'Algérie se construit avec des institutions solides, une société civile vivace, un secteur privé important évoluant dans une économie en pleine

mutation", a déclaré le chef du FCE pour souligner le dynamisme de développement en Algérie.

M. Haddad a relevé que le processus des réformes allait se poursuivre et s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel.

Aujourd'hui l'Algérie a rétabli sa sécurité et pu relancer son développement grâce au processus de réconciliation nationale mené sous la conduite clairvoyante du Président Abdelaziz Bouteflika, a-t-il relevé.

Le livre référence sur l'Algérie fournit un aperçu sur l'histoire et les réalités politiques, économiques et sociales de l'Algérie et sur l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis.

La cérémonie de son lancement à laquelle a pris part le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi, et l'ambassadeur Madjid Bouguerra, a été suivie d'un débat sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Le débat a été en particulier animé par Sacha Toperich et Jonathan Roberts respectivement vice-président et responsable des projets au Think Tank Transatlantic Leadership Network, Pamela Beecroft responsable des programmes au Think tank Center for International Private Enterprise, Mehdi Bendimerad, vice-président du FCE, Samy Boukaila PDG de BKL Industries et Smail Chikhouné président du Conseil d'affaires algéro-américain.

FCE : Ali Haddad fait valoir le « dynamisme » de l'économie algérienne devant le Congrès américain (Infos Premières)

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a mis en exergue lundi la constance des relations algéro-américaines, riches en faits saillants, évoquant un partenariat bilatéral qui se poursuit dans "l'harmonie et le respect mutuel", rapporte mardi l'APS.

S'exprimant au Congrès américain à l'occasion du lancement d'un livre référence sur l'Algérie, intitulée "l'Algérie et les relations transatlantiques", fruit d'une collaboration entre le Think tank Transatlantic Leadership Network et le FCE, M. Haddad a indiqué que les relations entre les deux pays se consolidaient tout autant dans les domaines politiques qu'économique, culturel et sécuritaire.

En rappelant le soutien des Etats-Unis au peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance, le chef du FCE a également souligné la libération des 52 otages américains en Iran en 1981 grâce à la médiation diplomatique algérienne et qui a été "un des marqueurs les plus visibles dans la consolidation des relations" algéro-américaines.

Ali Haddad, a ajouté que l'Algérie s'est tournée vers les Etats-Unis après le recouvrement de son indépendance, pour former une grande partie de son élite et encadrement économique.

Au plan économique, et au-delà de la coopération dans le domaine énergétique, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières

années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique, a-t-il relevé.

"La politique économique menée par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a permis de créer les conditions favorables à un développement et un élargissement plus important de cette coopération", a mis en exergue le président du FCE.

Plaidant pour le développement du partenariat entre les deux pays, le président d'ETRHB a indiqué qu'il se rendait mardi en compagnie de plusieurs chefs d'entreprises dans l'Etat de Californie pour rencontrer des opérateurs américains et discuter des opportunités de partenariat.

"L'Algérie se construit avec des institutions solides, une société civile vivace, un secteur privé important évoluant dans une économie en pleine mutation", a déclaré le chef du FCE pour souligner le dynamisme de développement en Algérie.

M. Haddad a relevé que le processus des réformes allait se poursuivre et s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel.

Aujourd'hui l'Algérie a rétabli sa sécurité et pu relancer son développement grâce au processus de réconciliation nationale mené sous la conduite clairvoyante du Président Abdelaziz Bouteflika, a-t-il relevé.

Le livre référence sur l'Algérie fournit un aperçu sur l'histoire et les réalités politiques, économiques et sociales de l'Algérie et sur l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis.

La cérémonie de son lancement à laquelle a pris part le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi, et l'ambassadeur Madjid Bouguerra, a été suivie d'un débat sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis.

Le débat a été en particulier animé par Sacha Toperich et Jonathan Roberts respectivement vice-président et responsable des projets au Think Tank Transatlantic Leadership Network, Pamela Beecroft responsable des programmes au Think tank Center for International Private Enterprise, Mehdi Bendimerad, vice-président du FCE, Samy Boukaila PDG de BKL Industries et Smail Chikhouné président du Conseil d'affaires algéro-américain.

Importations : Le DAPS concernera une liste de 1100 produits (Algérie Eco)

Le Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) qu'a décidé d'instaurer le Gouvernement sur les opérations d'importation de marchandises finies, destinées à la consommation, concernera une liste de 1100 produits importés.

«Le Ministère du Commerce soumet au Droit additionnel provisoire de sauvegarde 1100 produits importés», a rapporté, ce mardi 15 janvier 2019, la chaîne de télévision «Dzair News».

En effet, selon la chaîne de télévision privée, le taux du Droit additionnel provisoire de sauvegarde applicable aux opérations d'importation de ces produits, est fixé entre 30% et 200%.

Le DAPS sera appliqué sur une durée allant d'une année jusqu'à 5 ans. Et ces nouvelles mesures seront publiées dans le prochain numéro du journal officiel, a précisé la même source.

Pour rappel, le DAPS a été institué par le Gouvernement dans la Loi de finances complémentaire 2018 (LFC), pour remplacer la liste des 850 produits interdits à l'importations instauré depuis le début de l'année dernière par le Gouvernement.

Cette mesure vise à taxer fortement certains produits finis interdits actuellement d'importation, réduire la facture des importations et vise aussi à protéger la production nationale.

Transsaharienne : le dernier tronçon livré en juillet, selon Mohamed Ayadi (Algérie 1)



Initié, dans les années 70 par Houari Boumediène et boosté par Bouteflika dès le début des années 2000, le méga projet de la Transsaharienne, portant sur un linéaire de 4 500 km et devant relier, par route, Alger à Lagos (Nigéria) est sur le point de boucler sa boucle. Cela en dépit d'une situation sécuritaire très difficile prévalant au Sahel.

Le secrétaire général du Comité de liaison de la Route Transharienne (CLRT), Mohamed Ayadi , invité de la rédaction de la chaine3, mardi, exulte.

«Le dernier tronçon devra être mis en service au mois de Juillet prochain», annonce-t-il, même si les travaux étaient ralentis sur certains de ses tronçons, dont celui reliant l'Algérie à Gao, au Mali, «des raccordements continuent à y être effectués, à l'exemple de celui raccordant sur 140 km, Tanout au Niger, à Zinder, situé sur le tracé Alger -Lagos, la capitale du Nigéria» a-t-il souligné.

Mettant en avant l'intérêt de la Transsaharienne pour l'Algérie et les pays qu'elle traverse tels le Niger, le Mali, le Tchad, la Mauritanie et le Nigéria, Ayadi en pointe un rayonnement important, dès lors qu'il tend à «assurer des liaisons de l'Afrique vers l'Europe et celles à partir du Sahel vers les pays du Maghreb», rappelle-t-il.

Il notera comme impact majeur les coûts avantageux du transport et, partant, des opportunités commerciales ambitieuses pour l'ensemble des pays connectés à la transsaharienne.

FIÈVRE APHTEUSE : La Fédération des éleveurs rassure (L'Expression)

Le vice-président de la Fédération nationale des éleveurs (FNE) a fait savoir que la propagation de cette épidémie dans les wilayas frontalières et steppiques peut impacter le prix des viandes durant le mois de Ramadhan prochain.

La Fédération nationale des éleveurs (FNE) minimise les conséquences de la fièvre aphteuse qui a touché dernièrement le cheptel dans plusieurs régions du pays.

Le vice-président de cette organisation, Belkacem Mezrou, a fait savoir dans une déclaration à l'APS que «la peste des petits ruminants et la fièvre aphteuse affectant le cheptel, ne devraient pas avoir un impact majeur sur les bêtes de sacrifice le prochain Aïd El Adha». Il a toutefois vivement recommandé d'administrer des vaccins afin d'empêcher ces épidémies de s'étendre et de faire plus de dégâts.

Donnant plus de détails sur les traces de ces épidémies sur le cheptel, le responsable a souligné; «La fièvre aphteuse n'a pas affecté un grand nombre d'ovins et la peste des petits ruminants, 'plus répondeur", ne touche que les agneaux de moins de trois mois, précisant que ces derniers n'atteindront pas l'âge d'un an d'ici le prochain Aïd El Adha et ne pourront, par conséquent, pas être mis sur le marché.»

Il a néanmoins indiqué que «la propagation de cette épidémie dans les wilayas frontalières et steppiques peut impacter le prix des viandes durant le mois de Ramadhan prochain, notamment avec la fermeture, par mesure préventive, de grands marchés de bétail».

Parlant des causes de la propagation de la fièvre aphteuse, Belkacem Mezrou a évoqué «le commerce illégal du bétail». Par ailleurs, il a expliqué que ce type d'épidémie était également répandu dans des pays voisins et de ce fait «transmissible». Il a en outre détaillé que c'est «la première fois que l'Algérie était confrontée à la peste des petits ruminants et à la fièvre aphteuse des ovins, il a rappelé que la fièvre aphteuse enregistrée les précédentes années concernait uniquement les bovins, ce qui a mis les vétérinaires et les éleveurs face à une situation inédite et à une tâche difficile».

Donnant des précisions

chiffrées sur le préjudice causé par ces épidémies, Belkacem Mezrou a préalablement fait savoir que pour le moment «on ne peut donner les chiffres exacts», et pour cause, «la plupart des éleveurs évitent de déclarer toutes les pertes, estimant que le chiffre avancé par le ministère (2 000 têtes) était de très loin moindre que la réalité sur le terrain». D'après lui «la perte tourne autour de milliers d'ovins dans 25 wilayas». Il a par ailleurs avancé le fait que «la fièvre aphteuse touche les individus adultes du cheptel sans, pour autant, causer leur mort, alors que la peste des petits ruminants, qui affecte les agneaux, entraîne systématiquement la perte des bêtes affectées». Dans ce sens il a rassuré que depuis les déclarations du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la

Pêche, Abdelkader Bouazghi portant sur l'administration des vaccins, «les éleveurs commencent à déclarer les cas enregistrés».

Pour rappel, près de 15 wilayas ont enregistré la perte de dizaine de têtes de bétail causant beaucoup de dommages aux éleveurs. En réaction à ce phénomène, Abdelkader Bouazghi a assuré que les vaccins permettant de limiter les ravages de ces épidémies allaient être disponibles à la fin du mois de janvier.

Aquaculture: entrée en activités de 65 projets d'investissement en 2018 (APS)

Soixante-cinq (65) grands projets d'investissement dans l'activité de production de poisson sont entrés en activité en 2018 et autant ont été lancés, a affirmé mardi, à Guelma le directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Taha Hamouche.

Intervenant lors du séminaire national d'une journée sur l'investissement en aquaculture en eau douce organisé à l'université 8 mai 1945, le même responsable a souligné que la capacité de production de ces nouveaux projets atteint 35.000 tonnes/an alors que la production nationale de poisson varie actuellement entre 110.000 et 120.000 tonnes/an.

L'année 2018 a connu également le lancement effectif de 65 autres projets d'investissement en aquaculture à travers le pays pour une capacité de production de 35.000 tonnes/an, a ajouté M. Hamouche en indiquant que 135 projets dans ce même créneau avaient été avalisés la même année.

Les résultats de ces projets seront palpables "sur le court terme" avec la mise sur le marché nationale de quantités considérables de poissons, a estimé le même responsable qui a indiqué que cette activité se renforcera par les quantités de poissons produites dans les bassins d'irrigation agricoles dont 2000 ont étéensemencés l'année passée outre la formation de 2.200 agriculteurs à l'aquaculture.

Le développement de l'activité aquacole au cours des dernières années dans le pays a été le fruit du soutien accordé par l'État à cette activité exercée en mer ou en eau douce, a souligné M. Hamouche relevant que ceci représente "un choix stratégique" pour résorber le déficit en poissons sur le marché national par la production annuelle à moyen terme de 100.000 tonnes supplémentaires de poissons d'eau douce.

Dans son allocution durant la rencontre initiée par la direction de la pêche et des ressources halieutique et l'université de Guelma, le wali, Kamel Abla a affirmé que les autorités locales mettront en place toutes les conditions nécessaires pour faciliter l'investissement en aquaculture dans la wilaya dans le cadre de la feuille de route adoptée pour ce créneau par le gouvernement et le ministère de l'Agriculture.

La rencontre a donné lieu à la signature de deux conventions de partenariat entre les deux directions locales de la pêche pour la commercialisation des produits de pêche dans les structures touristiques et, entre, la direction de la pêche et la société d'assurance SAA pour le développement de produits d'assurance pour les professionnels de cette activité.

Produits de terroir: un décret sur les organismes de certification bientôt publié au JO (APS)

Un décret relatif aux procédures de certification et de contrôle des produits de terroir labellisés sera bientôt publié au Journal officiel, a indiqué mardi à Alger le directeur central de l'organisation foncière et de la mise en valeur et de la protection des patrimoines au ministère de l'Agriculture, Hamid Hamdan.

"Cet arrêté permettra l'installation des organismes de certification et de contrôle régulier des produits de terroir labellisés afin de s'assurer en permanence de leur conformité au cahier des charges", a expliqué M. Hamdan en marge d'une journée technique sur la mise en œuvre du système de reconnaissance, par les signes distinctifs de qualité, des produits de terroir, organisée par le ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche.

Soulignant l'intérêt de ce nouveau texte, il a affirmé que ces organismes, qui seront certifiés par ALGERAC (organisme algérien d'accréditation) et agréés par le ministère de l'Agriculture, auront la charge de s'assurer que le produit à certifier est conforme au cahier des charges et de vérifier sur le terrain que les conditions fixées dans le cahier des charges continuent d'être respectées dans la durée.

Une telle démarche s'impose pour l'Algérie, a estimé ce responsable qui a fait valoir que l'absence de tels organismes de certification pose un problème vis-à-vis des institutions internationales et l'Union européenne notamment.

Il a expliqué qu'actuellement, c'est l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne qui certifie, à titre transitoire, les produits de terroir alors que ce n'est pas sa mission: "Il ne peut pas être juge et partie à la fois. C'est-à-dire élaborer les cahiers des charges et certifier les produits en même temps".

Il a affirmé que l'Algérie avait finalisé en 2014 les textes réglementaires relatifs à la labellisation des produits du terroir.

Actuellement, l'Algérie compte une soixantaine de produits potentiellement labellisables, selon M. Hamdan. Il a rappelé qu'à ce jour, deux produits ont été labellisés: la datte Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Béni Maouche.

"Un arrêté sur la labellisation de ces deux produits a été publié au journal officiel", a-t-il rappelé en assurant que ces produits sont, en conséquence,

protégés par l'Institut national algérien de propriété intellectuelle (INAPI) et même par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). La prochaine étape concernera l'olive de Sig qui sera labellisée au cours du premier semestre de 2019.

Par ailleurs, il a fait part d'un projet de coopération avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) portant sur l'élaboration d'un catalogue des produits algériens de terroir.

Ce catalogue national, selon lui, devait contenir l'historique du produit, son terroir, sa portée culturelle, sociale et économique.

Évoquant l'impact de la labellisation des produits sur l'économie nationale et rurale en particulier, M. Hamdan a affirmé qu'elle permettait d'améliorer les conditions de vie des populations rurales en les encourageant à perpétuer leur savoir faire et à sauvegarder leur patrimoine tout en apportant une plus-value à leur produits.

Il a cité à titre illustratif la figue sèche de Béni Maouche, commercialisée actuellement à 1.200 DA/kg contre 400 DA auparavant: "Cette revalorisation devrait profiter aux producteurs et à leur familles".

Il a par ailleurs estimé que la labellisation est également une opportunité pour développer l'éco-tourisme et les exportations hors hydrocarbures.

Séminaire sur la LF 2019 et son impact sur le développement local: La progression de la dette publique, de plus en plus, préoccupante (Le Quotidien d'Oran)

Les nouvelles dispositions introduites par la loi de Finances 2019 et ses répercussions sur le développement local a été le thème du séminaire organisé, hier, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie (CCIO), à l'hôtel ' Sheraton' avec pour objectif d'informer les opérateurs économiques publics et privés et d'anticiper les effets de ce texte de loi sur les entreprises locales et la consommation des ménages. Cette rencontre a regroupé des experts en Economie et en Finances, des cadres centraux des administrations fiscales, domaniales, douanières, des élus locaux et nationaux et des opérateurs économiques de tous bords.

Les différents intervenants ont épluché les articles de la nouvelle loi de Finances qui a, notamment, instauré des facilités fiscales au profit des entreprises. Il est, ainsi, annoncé l'extension de «l'option au régime d'imposition du bénéfice réel», aux sociétés étrangères ne disposant pas «d'installation professionnelle permanente en Algérie, relevant des directions des Impôts de wilaya et des centres des Impôts». Autre mesure importante de ce texte de loi est la «Reconduction, pour une période de cinq ans, à compter du 1er janvier 2019, de l'exonération en matière d'IRG et d'IBS, en faveur des produits des actions et titres assimilés cotés en bourse ou des obligations et titres assimilés d'une maturité égale ou supérieure à cinq ans, cotés en bourse ou négociés sur un marché organisé, ainsi que ceux des actions ou parts d'organismes de placements

collectifs en valeurs mobilières». Cette mesure concerne aussi «les produits et des plus-values de cession des obligations, titres assimilés et obligations assimilées du Trésor, cotés en bourse ou négociés sur un marché organisé, d'une échéance minimale de cinq ans, émis au cours d'une période de cinq ans, à compter du 1er janvier 2019 ». Cette exonération est valable « sur toute la durée de validité du titre émis au cours de cette période des dépôts à terme des banques, pour une période de cinq ans et plus ».

Il est aussi annoncé la « reconduction de l'exonération accordée en matière de droits d'enregistrement, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2019, au profit des opérations portant sur des valeurs mobilières cotées en bourse ou négociées sur un marché organisé». Le professeur universitaire, Bouklia Rafik Hassane, a insisté dans son intervention sur l'urgence de lancer des réformes du cadre budgétaire afin de se conformer aux engagements pris dans la loi de Finances 2019. L'universitaire s'est, essentiellement, inquiété de la progression de la dette publique qui est passée de 7,7% du PIB, en 2014 à près de 40% du PIB actuellement. Il a, aussi, averti que le creusement du déficit public qui est passé à 10% du PIB risque d'avoir un coût lourd pour l'Economie nationale. L'universitaire ne s'est pas contenté de pointer les problèmes du doigt, mais il a suggéré des solutions pour soulager le budget de l'Etat. Il a préconisé ainsi, des réformes budgétaires et une gestion publique par objectifs fixés, au préalable, pour garantir une meilleure efficacité des dépenses. Pour cela, il est nécessaire de réajuster le système national d'investissement public avec pour but de réduire de 20% les dépenses. Il a aussi recommandé le ciblage des transferts sociaux pour rationaliser les dépenses publiques et le recours aux énergies renouvelables afin d'économiser les hydrocarbures pour assurer un potentiel d'exportation. Il importe de noter à ce titre que le solde global du Trésor, pour l'exercice 2019, affiche un déficit de près de 2.200 mds DA.

Les experts en Economie ne sont pas en réalité les seuls à s'inquiéter de la progression de la dette publique. Le gouvernement a, en effet, décidé début décembre dernier de surveiller la dette des entreprises publiques. Le Conseil des participations de l'État (CPE) se préoccupe, désormais, de l'endettement des entreprises détenues par l'État, et son impact sur le Trésor public. Le CPE avait préconisé la mise en place de mesures d'urgence et un suivi permanent des départements ministériels de supervision. La loi de Finances de l'exercice 2019 a été publiée au Journal Officiel n°79, daté du 30 décembre 2018, rappelle-t-on.

Le cadrage macroéconomique retenu pour l'exercice 2019 table sur un prix de pétrole à 50 dollars le baril, un taux de croissance de 2,6% et un taux d'inflation de 4,5%. Sur le plan budgétaire, la loi prévoit des recettes de 6.508 milliards de DA, en légère hausse par rapport à celles de 2018, dont 2.714 mds DA de fiscalité pétrolière.

Capacités de production gazière de l'Algérie : Quelles perspectives ? (El Watan)

Les capacités de production de gaz de l'Algérie et ses potentialités d'exportation sont à nouveau sujet à polémique, dans un contexte marqué par une baisse de revenus du pays en termes de recettes d'hydrocarbures et un recul de l'effort d'exploration et de production. Un contexte qui suscite de nombreuses inquiétudes, à l'orée d'un nouveau quinquennat très incertain au plan économique et politique.

Ainsi, alors que l'horizon est plutôt voilé, le pays comptant encore et toujours sur ses ressources en gaz et pétrole, loin de tous les scénarios de diversification économique prônée depuis des années et malgré une projection économique sur trois ans tracée depuis 2018 par le département des Finances, le premier responsable du secteur de l'Énergie a ajouté à la confusion en jetant un pavé dans la mare, avant de tenter de tranquilliser l'opinion publique.

Mustapha Guitouni a d'abord alerté, vers la mi-décembre 2018, sur la nécessité de trouver d'autres solutions pour couvrir la demande nationale grandissante en gaz naturel et éviter que le pays ne se trouve, dans trois ans, dans une situation d'incapacité d'exportation, avant de se rétracter quelques jours plus tard, montrant plus d'optimisme et soulignant que le pays a «des réserves extraordinaires et inestimables qui peuvent durer plusieurs autres générations».

Il a ajouté que «l'Algérie sera toujours un fournisseur de gaz», qu'elle n'a «jamais failli à ses obligations» et qu'elle «continuera à fournir du gaz» à l'Europe, à la Turquie, à l'Espagne et au Japon.

Questionnés sur cette vision contradictoire développée par les gestionnaires du secteur, les experts avancent chacun une piste de réflexion. Pour l'ancien PDG de Sonatrach, Nazim Zouiouèche, il y a certes matière à s'inquiéter de nos capacités de gaz à l'export : «La production de gaz n'a pas cessé de se réduire ces dernières années, bien qu'on s'attende à une légère amélioration avec en particulier la mise en production, qui a trop tardé, des gisements en partenariat du Sud-Ouest.» L'expert pétrolier souligne cependant que «l'inquiétude concerne surtout la consommation de gaz en Algérie, qui ne cesse d'augmenter à un rythme soutenu». Une hausse de la consommation tirée, selon lui, par la production d'électricité – quasiment 100% de l'électricité est produite avec du gaz.

Pour M. Zouiouèche, «ce n'est pas la première fois que le risque de ne plus avoir de gaz disponible pour l'exportation dans un avenir proche est évoqué. Beaucoup d'intervenants ont rappelé à plusieurs reprises qu'une croissance de la demande électrique pouvait mettre en péril notre capacité d'export de gaz. Ce risque est aussi dû à des déperditions, en particulier le torchage du gaz sur les gisements d'huile et les unités énergétivores comme les anciennes usines de liquéfaction». Il souligne que la réponse réside dans «l'adoption de plusieurs mesures, comme la lutte contre le

gaspillage et la recherche de nouveaux gisements de gaz par la relance de l'exploration».

A son sens, «le plus important reste la production de l'électricité à partir d'autres sources comme les énergies renouvelables, solaire en particulier, disponibles en réserves infinies dans notre pays.» Il ajoute que «la production d'électricité verte pourra aussi devenir un produit d'exportation».

L'expert rappelle que l'Algérie dispose aussi de ressources en gaz de schiste dont la disponibilité ne peut être envisagée dans un proche avenir. «Mais il faut au préalable déterminer ce que nous pouvons techniquement produire et surtout ce que nous pouvons économiquement produire», précise-t-il. M. Zouiouèche note que «tout cela posé, on constate qu'il devient urgent de développer au maximum le recours aux énergies renouvelables. Il est certain que le souhait d'accompagner ce développement par la fabrication en Algérie des moyens nécessaires est louable ; aussi faut-il créer les conditions adéquates pour y faire face. L'urgence impose des solutions idoines».

Interrogé sur la sortie de Mustapha Guitouni, l'analyste et spécialiste en énergie Ali Kefaifi estime que «l'Algérie dispose de ressources énormes en gaz naturel conventionnel – l'équivalent de 60 ans de production – voire plusieurs siècles en gaz de schiste (700 000 milliards de mètres cubes) et produit l'équivalent de 180 milliards de mètres cubes bruts, le quart de la production américaine, et non 91,2 milliards de mètres cubes, car les statistiques de Sonatrach ne parlent pas des 90 milliards de mètres cubes de gaz associés malheureusement réinjectés».

M. Kefaifi avance encore quelques chiffres, soulignant que pour le gaz naturel conventionnel, l'Algérie a produit 91,2 milliards de mètres cubes en 2017, en augmentation de 1,2% par an depuis 2007. Il ajoute que la consommation domestique était de 39,9 milliards de mètres cubes en 2017, contre 23,4 milliards en 2007, soit une hausse de 5,4% par an entre 2007 et 2017, ce qui constitue selon lui «un taux de croissance énorme, même si l'on exportait 53 milliards de mètres cubes en 2017».

Dans ce contexte, l'expert affirme que «le défi n'est pas la mauvaise gestion du réservoir gazier de Hassi Rme, mais l'incompétence de l'Etat-nation redistributeur, au nom du principe moyen-oriental 'no tax, no vote'». L'expert martèle que les déclarations récurrentes sur le potentiel gazier algérien, qu'il qualifie de fake news, a pour cause «l'extrême incompétence érigée en système depuis 1979, l'absence de planification, de contrôle, de bases de données statistiques, de comptabilité analytique, de calcul économique, voire de tout ce qui fait un Etat non moyenâgeux à l'orientale».

Pour M. Kefaifi, «le pétrole cessera bientôt (une question d'années) alors que le gaz sera quasi éternel, ainsi que les minéraux de base de la transition énergétique et environnementale» qui seront le potentiel des générations futures.

Hydrocarbures: l'Algérie possède des capacités importantes de production (APS)



Le P-dg du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour a indiqué lundi à Illizi que l'Algérie possédait encore des capacités importantes pour produire du pétrole et du gaz.

"Dans le domaine pétrolier, s'il y a une baisse de la production nationale, ceci est dû au respect des quotas réduits dans le cadre de l'accord OPEP-non OPEP", a expliqué M. Ould Kaddour lors d'un point de presse tenu à l'issue de sa visite effectuée dans plusieurs wilayas du sud du pays.

M. Ould Kaddour répondait à une question relative aux chiffres publiés récemment par l'Office national des statistiques (ONS) relevant une baisse de 7,8 % la production dans le secteur des hydrocarbures au 3ème trimestre 2018 par rapport à la même période de 2017.

Selon le premier responsable du groupe Sonatrach, même si l'Algérie possède des capacités importantes pour produire du pétrole, elle ne peut pas produire autant qu'aujourd'hui, car il y a une limitation. "Pour le pétrole brut, on a une limitation, on ne peut donc produire plus qu'aujourd'hui, même si on a les capacités", a-t-il dit.

Par contre, pour le gaz, il n'y a aucune limitation en matière de production, a-t-il souligné. "Sonatrach doit définitivement aller vers le gaz, car elle peut le produire tant qu'elle veut et pour développer aussi le secteur de la pétrochimie", a-t-il expliqué.

Selon lui, tout ce qu'a été fait jusqu'à présent c'est de produire du gaz et le commercialiser. "Ce n'est pas la meilleure solution pour engranger des recettes pour le pays",

Ainsi, il est impératif, selon le patron du groupe Sonatrach, d'œuvrer pour la transformation du gaz en plastique et en produits pétrochimique.

Il a, à ce titre annoncé la signature ce mercredi à Oran d'une convention entre Sonatrach et le groupe français Total pour la création d'une joint-venture dans le domaine de la pétrochimie.

M. Ould Kaddour a également fait part de la conclusion durant le mois prochain, avec le groupe turc Ronesans Holding d'une convention relative au montage financier pour la réalisation d'un complexe pétrochimique en Turquie.

Pour rappel, en novembre dernier la compagnie Sonatrach avait signé à Istanbul (Turquie) un pacte d'actionnaires avec le groupe turc Ronesans Holding portant sur la réalisation d'un complexe pétrochimique en Turquie. Il s'agit d'un complexe pétrochimique de transformation du propane en polypropylène qui est une matière plastique utilisée par de nombreuses

industries dont celles notamment de l'automobile, du textile et de la pharmacie.

D'une capacité de production de 450.000 tonnes/an de polypropylène, ce projet, dont le coût d'investissement est de 1,2 milliard de dollars, sera réalisé dans la région de Cayhan, située dans la province d'Adana en Turquie, dans le but de satisfaire les besoins du marché turc en cette matière plastique.

Pour ce faire, Sonatrach qui s'engage à financer le projet à hauteur de 30%, fournira annuellement, à partir de ses installations de Gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Algérie, un volume de 550.000 tonnes de propane nécessaires à ce projet.

Ce qui permettra à Sonatrach de placer son propane sur le marché turc à travers un contrat de long terme, et contribuera à renforcer davantage les relations économiques existantes entre l'Algérie et la Turquie.

Interrogé sur les projets d'installation en Algérie de la Compagnie américaine ExxonMobil et de création d'une société de Trading, le P-dg du groupe Sonatrach a indiqué qu'ils étaient "en très bonne voie. Les deux projets vont aboutir avant la fin du premier semestre 2019", a-t-il annoncé.

Sur la raffinerie d'Alger, M. Ould Kaddour a affirmé qu'elle sera opérationnelle, le mois prochain.

Concernant le choix d'un partenaire étranger pour assurer l'aspect technologique dans le projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate dans la région de Bled El-Hadba (Tebessa), M. Ould Kaddour a indiqué que le choix était fait.

"Actuellement, on est en train de négocier avec ce partenaire étranger". Les investisseurs qui viennent coopérer avec Sonatrach doivent partager les risques avec nous", a-t-il dit.

Le projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate et du gaz naturel dont la partie algérienne détient 51%, contre 49% pour la partie chinoise, est réparti entre le gisement de Bled El-Hadba à Tebessa, sur 2.045 hectares, la plateforme de Oued Kebrit à Souk Ahras s'étendant sur 1.484 ha, celle de Hadjar Essoud à Skikda, sur 149 ha et le port d'Annaba sur 42 ha.

Mobilisant un volume d'investissement de six (6) milliards de dollars, le complexe de phosphate dont la mise en exploitation est prévu en 2022, créera 3.000 postes d'emploi directs alors que ses chantiers de réalisation à travers les quatre wilayas assureront 14.000 postes d'emploi.

Ce complexe de phosphate garantira des revenus annuels en devises à hauteur de 1,9 milliard de dollars.

Commerce

Marchés de gros, répression des fraudes : le ministère du commerce se penche sur les questions (Algérie Eco)

Le Ministre du Commerce, a présidé une réunion dédiée au suivi et examen des dossiers concernant les marchés de gros et de proximité, la répression des fraudes et quelques textes réglementaires relatifs au secteur du commerce.

Notons que suite aux doléances des commerçants concernant la manque de marchés de gros, le ministère du Commerce compte la réalisation de nouveaux marchés du genre dans les différentes wilayas du pays. L'exploitation des données transmises par les Directions Régionales du Commerce, fait ressortir que le nombre de marchés de gros existants est de 45 marchés implantés à travers le territoire national. Les Wilayas à vocation agricole notamment, qui n'en disposent pas sont : Ain-Défla, de Bouira, de Tizi-Ouzou et de Jijel. Les Wilayas qui ont plus d'un marché de gros, sont : Mascara (03), de Batna (02), de Khenchela (02) et de Blida (02).

Le nombre de marchés de gros non opérationnels est de quatre (04) unités, sur les quarante cinq (45) existants à travers le territoire national, à savoir les marchés de gros de Tiaret (Rechaiga), de Batna (Seriana), de Khenchela (Oglet-El-Baara) et de Relizane (Belassel).

Ces équipements, d'une manière générale, sont la propriété des Collectivités Locales et constituent souvent une source de revenu pour celles-ci.

Concernant la répression des fraudes, le contrôle des biens et services mis sur le marché est exercé, par les agents habilités conformément aux dispositions de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

Ce contrôle a pour objet de faire respecter les dispositions de la loi précitée relatives à la conformité des produits alimentaires, industriels et les services.

Les agents chargés du contrôle au cours de leur mission de recherche de l'infraction procèdent au contrôle documentaire pour s'assurer de la transparence et de la traçabilité des produits et font appel à leur vigilance et plus particulièrement à l'aspect visuel des produits qui consiste en la constatation des manquements relatifs à l'information du consommateur (respect de l'étiquetage), les altérations ou les signes extérieurs de détérioration du produit et le recours, en cas de doute, à des prélèvements pour analyses microbiologique ou physicochimique.

Coopération

Algérie-Afrique du Sud: Une feuille de route pour renforcer la coopération économique (APS)



L'Algérie et l'Afrique du Sud ont signé lundi à Alger une feuille de route en vue de renforcer la coopération économique et commerciale pour impulser l'investissement entre les deux pays.

Le document a été signé par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel et la ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud, Lindiwe Sisulu.

S'exprimant au terme de cette signature, M. Messahel a indiqué que cette feuille de route prévoyait l'échange de visites de ministres des deux pays notamment ceux du Commerce.

Il a ajouté que les deux pays s'étaient entendus sur la visite en Algérie du ministre du Commerce et de l'Investissement sud-africain au cours de cette année. La visite sera une occasion pour créer la commission algéro-sudafricaine sur l'échange en terme d'investissements et de commerce ainsi que la tenue d'un forum d'affaires entre les opérateurs des deux pays.

Les deux ministres ont évoqué l'échange d'expérience dans les domaines des mines et de l'énergie ainsi que dans le domaine des transports, avec la proposition de rouvrir la ligne maritime qui relie les ports algériens à Durban.

M. Messahel et Lindiwe Sisulu ont évoqué également la question du Sahara occidental, sur laquelle les points de vue sont convergents quant à la résolution de cette question à travers l'exercice du peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination et de la mise en œuvre des résolutions de l'ONU et du Conseil de sécurité.

La visite de la ministre sud-africaine, a souligné M. Messahel, entre dans le cadre de l'approfondissement des concertations politiques en faveur des intérêts mutuels des deux pays et ceux du continent africain. Il a ajouté dans ce sens avoir abordé la tenue du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement prévu février prochain, ainsi que les questions bilatérales.

Pour sa part, Mme Lindiwe Sisulu a indiqué que la feuille de route signée servait de calendrier de travail, notant que le but de sa visite en Algérie est de "renforcer notre dialogue d'autant plus que nous avons un grand évènement qui nous attend, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui aura lieu du 9 au 11 février à Addis-Abeba".

Elle a ajouté avoir abordé avec son homologue algérien les questions d'intérêt commun et celles qui ont un rapport à l'Afrique de manière générale.

Veille

4ème Salon international de l'Agriculture «Agripro Expo» du 23 au 26 janvier: Plus de 150 exposants nationaux et étrangers attendus à Oran (Le Quotidien d'Oran)

Le Centre des conventions d'Oran 'Ahmed Ben Ahmed' abrite du 23 au 26 janvier en cours, le 4ème Salon international de l'Agriculture «Agripro Expo». Organisé sous l'égide du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, plus de 150 exposants attendus à ce salon, placé sous le slogan: «les nouvelles technologies appliquées à l'Agriculture».

Outre les participants nationaux, des exposants viendront de Belgique, de France, d'Italie, d'Allemagne, de Turquie, de Chine, de Tunisie et de Pologne, entre autres, sont attendus à Oran. Il s'agit de faire découvrir et de mettre en valeur les acteurs majeurs du métier à un public de professionnels et d'amateurs et de partager et d'informer les participants et visiteurs des dernières réglementations et nouveautés du domaine en réunissant institutions, professionnels et associations.

Selon les organisateurs ' Agripro Expo' se veut un espace d'échange entre professionnels et amateurs de produits et nouveauté (démonstration / dégustation/expo). ' Agripro Expo' est une plate-forme unique qui regroupe tous les métiers de l'Agriculture (culture, semence, élevage, phytosanitaire, vétérinaire, matériels...). Il s'agit de mettre en valeur, pour la première fois sur l'Ouest, d'un événement qui contribue à la renommée nationale et internationale de l'Agriculture. C'est faire découvrir les acteurs majeurs du métier à un public de professionnels et d'amateurs et partager et informer nos participants et visiteurs des dernières réglementations et nouveautés du domaine, en réunissant institutions, professionnels et associations». Selon ces initiateurs «le salon ' Agripro-Expo' a pour ambition de devenir le rendez-vous incontournable de tous les acteurs régionaux et internationaux du monde agricole, en leur offrant une tribune unique pour présenter leur produit, leur diversité et leur nouveauté, dans une ville, Oran, une région, l'Oranie, un pays, l'Algérie, portés par un dynamisme économique et social exemplaire».

Les actifs de la finance islamique pourraient atteindre 2 500 milliards de dollars en 2019 (Algérie Eco)

L'année 2019 s'annonce faste pour la finance islamique. Cette finance considérée comme étant éthique devrait peser 2 500 milliards de dollars à l'échelle mondiale à la fin 2019 contre 2 440 milliards de dollars en 2018, a annoncé le directeur général d'AlHuda Center of Islamic Banking and Economics (CIBE), Muhammad Zubair Mughal.

Selon lui, les actifs financiers islamiques proviendront des services bancaires «halal» à hauteur de 81%, des sukuk (11%), de l'assurance takaful (2%), des actions islamiques, des sociétés Ijara et les fonds de placements immobiliers islamiques (5%) et de la microfinance islamique (1%).

Cité par le journal qatari Gulf Times, M. Mughal a déclaré que l'année 2018 «n'a pas été un bon millésime pour la finance islamique», en raison notamment de la pression persistante sur les prix du pétrole, de la guerre commerciale entre les Etats –Unis et la Chine et de la situation politique instable dans le golfe Persique. «Cette année, la situation morose dans le Golfe devrait persister, et la croissance de la finance islamique sera principalement tirée par les pays qui viennent juste de l'adopter en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Nord, ainsi que par des pays de l'Asie centrale.», a-t-il estimé, notant que la demande pour les produits financiers «charia compliant», devrait également rester forte en Malaisie, en Indonésie, au Pakistan et au Bangladesh.